

**6 Société et Culture**

Santé/Lancement de l'opérationnalisation des départements sanitaires, hier  
**Rendre les interventions plus efficaces et équitables**



Photo : Frédéric Serge Long

La cérémonie de lancement a été présidée par la ministre d'État Denise Mekam'ne Edzidzie (c)



Photo : Frédéric Serge Long

Une vue de l'assistance

**Frédéric Serge LONG**  
 Libreville/Gabon

En présence de la ministre d'État Denise Mekam'ne Edzidzie, et de son délégué Jonathan Ndoutoume Ngome, les travaux appuyés par la Banque mondiale devraient permettre, à terme, d'atteindre l'achèvement de la couverture sanitaire universelle dans notre pays, avec un nouveau mode de gouvernance : le Financement basé sur la performance (FBP).

QUE de chemin parcouru depuis que la Banque mondiale (BM) a décidé d'appuyer le Gabon dans l'opérationnalisation de ses départements sanitaires ! Le temps de la mise en œuvre est arrivé. Après plusieurs mois de préparation, le processus a été lancé hier, au cours d'une rencontre de restitution des travaux préparatoires de ce dossier, par la ministre d'État à la Santé, Denise Mekam'ne Edzidzie. En présence de son délégué, Jonathan Ndoutoume Ngome, de la représentante de la BM, Alice Ouédraogo. Ainsi

que des hauts cadres des ministères de la Santé, du Budget et de l'Économie, des représentants des agences du Système des Nations unies, des partenaires sociaux, etc. " Non seulement nous sommes convaincus que le financement basé sur la performance est une opportunité pour le Gabon de rendre plus efficient son système de santé et plus efficaces ses interventions de santé publique, mais aussi à l'instar des succès obtenus dans les pays qui l'ont mis en œuvre, nous avons la ferme conviction que cette réforme contribuera

grandement à l'atteinte des objectifs de notre Plan national de développement sanitaire et à l'achèvement de la couverture sanitaire universelle de notre pays", a déclaré la directrice générale de la Santé, Dr Anne-Marie Antchouey Ambourhouet. L'ambition de l'opérationnalisation des départements sanitaires est de rendre accessibles, partout et même dans les régions les plus éloignées et auprès des plus vulnérables, des soins de proximité et de qualité. " Possible, parce que du nord au sud, de l'est à l'ouest, nous avons sillonné

tout le pays pour faire l'état des lieux de notre 1ère ligne de soins. Moulengui-Binza, Rinanzala, ces coins jadis mythiques, car signifiant le Gabon profond, reculé, voire inaccessible, n'ont plus de secret pour nous, car nous avons touché du doigt la réalité de tous nos centres de santé urbains et ruraux (...) Nous y avons trouvé des femmes et des hommes courageux, qui ne demandent qu'à travailler avec un minimum de ressources et dans un environnement décent", a ajouté Dr Antchouey Ambourhouet. Avec l'introduction du Financement basé sur la

performance (FBP) dans le secteur de la santé, ce sont les résultats qui compteront, et non plus les intrants. " C'est un nouveau mode de gouvernance que nous instaurons, pour avoir des services de santé de proximité de qualité plus efficaces et plus équitables", a indiqué la ministre d'État Denise Mekam'ne. L'heure n'est donc plus aux discours, mais à l'action. C'est pour cette raison que la ministre d'État invite tous les acteurs de la santé à se mettre au travail.

Enseignement supérieur/Conseil d'administration de l'Université Omar-Bongo (UOB), hier  
**Trois amphithéâtres seront construits cette année**

**Rudy HOMBENET ANMINGUI**  
 Libreville/Gabon

APRES l'Université des sciences de la santé (USS) lundi dernier, le tour est revenu hier, à la plus ancienne des établissements supérieurs du Gabon, l'Université Omar-Bongo (UOB), de tenir son conseil d'administration.

Représentant le ministre d'État, le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Guy-Serge Bignoumba, a présidé les travaux. En présence du recteur de ladite université, Pr Marc-Louis Ropivia, des représentants des syndicats et des autres membres... Suivant son programme triennal de gouvernance universitaire, le recteur a donné, pour examen, le contenu de ce projet qui devrait améliorer le fonctionnement de cette Institution. Les universités gabonaises, de façon générale, sont victimes de massification des effectifs, et donc de capacités d'accueil réduites, d'absence d'équipements pédagogiques qui entravent leurs fonctionnements. C'est pourquoi, Guy-Serge Bignoumba, saisissant l'opportunité, a annoncé la construction de trois amphithéâtres à



Photo : R.H.A

Le SG du ministère de l'Enseignement supérieur, Guy-Serge Bignoumba, a présidé les travaux du conseil. Photo de droite : Pr Marc-Louis Ropivia (d), recteur de l'UOB.



Photo : R.H.A

l'UOB, un amphi à l'USS et à un autre à Mbaya (Masuku). Autour de ces projets d'investissement vont s'ajouter d'autres qui amélioreront les conditions d'études. Dans son exposé, le recteur de l'UOB a regretté la décroissance du budget alloué pour le fonctionnement de l'établissement. Dans le cadre du budget de cette année, des travaux importants sont attendus. " Cette université verra la construction de trois amphithéâtres pour augmenter ses capacités d'accueil; le problème de ses voiries est aussi contenu dans le programme de cette année. Nous disposerons de moyens pour pouvoir travailler sur l'environnement numérique de travail au ni-



Photo : R.H.A

Vue des administrateurs au cours des travaux.

veau de sa couverture Wifi et sa bibliothèque numérique", a-t-il indiqué.

Les questions sécuritaires, notamment les récentes agressions d'enseignants

et d'étudiants ont été évoquées. Des mesures importantes vont être prises

sous peu, rassure le Pr Ropivia. Le bunker et sa démolition, la lutte contre tous les trafics de stupéfiants au sein de l'institution avec une surveillance plus accrue sont prévus. " Nous prendrons en interne des mesures pour limiter la fréquentation de l'université en dehors des heures de travail", a souligné le recteur de l'UOB. S'agissant du logement des étudiants, les administrateurs ont proposé des solutions d'hébergement. Avec la massification des effectifs, l'actuelle cité universitaire n'est plus apte à recevoir les étudiants, puisque ne disposant que de 600 places. " Nous suggérons que la question du logement étudiant soit traitée autrement entre les partenaires qui devraient se consacrer à cette question : Cnouv, l'État, l'UOB, le ministère de l'Enseignement supérieur et les opérateurs privés. Nous pensons que le moment est venu de délocaliser les résidences universitaires, pour les installer hors des établissements d'enseignement supérieur, dans des espaces dédiés à cela. Si ce projet est approuvé, on verra peut-être fleurir un autre modèle de logement étudiant", a suggéré le recteur Ropivia.